

4.4.4 La francophonie – Texte 1

La France peu incline à défendre sa langue

par Benjamin Damade, 2012

- [1] *À l'heure de la mondialisation et de la standardisation commerciale, vivre et s'épanouir en français relèvent-ils de l'utopie ?* : vaste question sur laquelle vont plancher les 1500 participants réunis au Forum mondial de la langue française, du 2 au 6 juillet 2012, à Québec, à l'appel de l'Organisation internationale de la francophonie, l'OIF. Pour ces jeunes âgés de 18 à 30 ans et majoritairement issus de la société civile, il s'agira de « *peindre un portrait détaillé de la francophonie* » en déterminant les références économiques et culturelles qui unissent les pays membres. Objectif : comprendre la francophonie pour mieux faire barrage au « tout-anglais ».
- [2] Une pétition a d'ores et déjà été lancée en ce sens dès la semaine dernière. Signée par une quarantaine d'écrivains, d'artistes et de personnalités francophones, elle réclame une « *vigoureuse politique d'affirmation linguistique* » de la part des dirigeants des pays partageant l'usage de cette langue, de la Belgique au Liban, du Cameroun à l'Algérie. « *La soumission, la démission et la résignation linguistiques constituent les véritables menaces pour l'avenir de notre langue* », dénoncent les auteurs.
- [3] **Abdou Diouf hausse le ton**
- Un point de vue que partage Abdou Diouf, le secrétaire général de l'OIF. Dans une interview donnée ce week-end au quotidien québécois *Le Devoir*, il a haussé le ton, dénonçant le désintéret des Français pour la défense de leur propre langue. « *En gros, les universitaires et les intellectuels se moquent de la Francophonie. C'est la nouvelle trahison des clercs. Et les hommes d'affaires s'en moquent encore plus. Quand vous leur en parlez, vous les ennuyez. On a l'impression que seule la mondialisation les intéresse.* »
- [4] Pour l'ancien président sénégalais, les élites françaises ont leur part de responsabilités dans le recul de l'usage de la langue au sein des organisations internationales. À l'Otan et au CIO comme à l'ONU, le français est théoriquement la langue de travail au côté de l'anglais. Dans les faits, 90% des documents produits, par exemple à Genève par les Nations unies, le sont d'abord en anglais. Pour Abdou Diouf, il n'est donc pas normal de voir que les Français sont les premiers à ramer à contre-courant. « *Ils s'expriment en anglais quand leurs homologues hispaniques parlent en espagnol, et ceux arabes, en arabe, par exemple à l'Unesco* », s'indigne celui qui quittera ses fonctions en 2014 après douze ans passés à la tête de l'OIF.

[5] **Le futur africain de la langue française**

Le français n'est pourtant pas une langue en danger. Selon les prévisions de l'OIF, plus de 715 millions de personnes parleront couramment le français d'ici 2050, soit quasiment quatre fois plus de locuteurs qu'aujourd'hui. Un développement essentiellement dû à la croissance démographique du continent africain. Dans le reste du monde et particulièrement en Europe, l'influence et la pratique du français déclinent. Aujourd'hui déjà, la moitié des francophones de la planète vivent en Afrique ; ils seront 85% dans quarante ans. C'est d'ailleurs en Afrique que se tiendra le 14e sommet de la Francophonie, du 12 au 14 octobre 2012. Les chefs d'État et de gouvernement des 56 pays membres de l'OIF doivent se réunir à Kinshasa, en République démocratique du Congo, autour du thème « Francophonie : enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale ».

<http://savoirs.rfi.fr/en/comprendre-enrichir/francophonie/francophonie-la-france-peu-encline-a-defendre-sa-langue>